

VITROLLES - CCAS

Service de Contrôle de Légalité

Acte n° : DEL22-26

avec 0 pièce(s) jointe(s)

Date de décision : 21/09/2026

Objet : APPLICATION DU PRINCIPE DU MAINTIEN DU RI EN CAS D'ABSENCE

Nature : Délibérations

Matière : Fonction publique - Regime indemnitaire

Date de télétransmission : 09/10/2026

Agent de transmission : Maryline CZURKA

Acte : DEL 22 26 APPLICATION DU PRINCIPE DE MAINTIEN DU RI EN CAS D'ABSENCE.pdf

Annexes :

Transmis par les services de la plate-forme MAGITEL-CL

12, rue des Petits Ruisseaux, 91370 Verrières Le Buisson +33 1 69 53 68 68 www.telino.com



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Accusé de Réception

LA PREFECTURE

DEPARTEMENT 013

Identifiant de l'acte : 013-261302319-20260921-DEL22-26-DE

Date de réception de l'acte par la Préfecture : 09/10/2026

Mise en ligne le :

**Extrait du registre des délibérations
du Conseil d'Administration du C.C.A.S.**

Séance du 21 SEPTEMBRE 2026

DELIBERATION N° 22/2026

Le Conseil d'Administration, dûment convoqué, s'est réuni en salle du Conseil Municipal, sous la présidence de Madame CZURKA Maryline, Vice-Présidente du CCAS.

Présents : Loïc GACHON, Maryline CZURKA, Annie BERTHOLLAZ, Julien MENGEAUD, Martine MIGLIOR, Kadija RAFIA, Alain GAUDE, Amandine GIRAUD, Marie-Thérèse THIBAUT, Judith DESSI, Sébastien GIAMBERTONE, Sylviane THOMAS, Maryline INFANTES, Guy BIANCOTTO

Absents excusés : Florence ZEMOUR, Joris COPPENS, Christine TOSAN (Mme TOSAN donne "bon pour pouvoir" à Mme RAFIA Kadija)

C.A. en exercice : 17 Présents : 14 Représenté : 1 Votants : 15

Date de convocation : 16 septembre 2026

Président de Séance : Mme CZURKA Maryline, Vice-Présidente du CCAS

Secrétaire de séance : Mme VILORIA Jocelyne, Directrice déléguée du CCAS

Le nombre des membres du Conseil présents est arrêté à 14 (quatorze)

Le nombre de votants est arrêté à 15 (quinze) voix

La séance est ouverte à 18h08

**OBJET : APPLICATION DU PRINCIPE DE MAINTIEN DU RÉGIME INDEMNITAIRE
EN CAS D'ABSENCE - MODIFICATION DE LA DÉLIBÉRATION N° 13/2017 DU 3
MARS 2017 PRIS POUR L'INSTAURATION DU NOUVEAU RÉGIME
INDEMNITAIRE – MISE EN PLACE DE L'INDEMNITÉ DE FONCTIONS, DE
SUJÉTIONS ET D'EXPERTISE (I.F.S.E)**

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le Code de l'action sociale et des familles ;

Vu la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025, et notamment son article 189 ;

Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 modifié relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

Vu le décret n° 2025-197 du 27 février 2025 relatif aux règles de rémunération de certains agents publics placés en congé de maladie ordinaire ou en congé de maladie ;

Vu la circulaire relative à l'application du décret n°2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés ;

Vu la délibération n° 13/2017 du 3 mars 2017 portant instauration du nouveau régime indemnitaire (IFSE) et notamment les paragraphes 1 et 3 (Bénéficiaires et Modalités de versement de l'I.F.S.E ;

Vu la délibération n° 17-61 du 30 mars 2017 modifiée portant mise en place de l'indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise ;

Vu la délibération n° 02/2019 du 13 février 2019 portant application du principe de maintien du régime indemnitaire en cas d'absence ;

Vu la délibération n° 28/2025 du 13 octobre 2025 portant application du principe de maintien du régime indemnitaire en cas d'absence ;

Considérant que le taux de maintien du traitement indiciaire en cas de congés de maladie ordinaire est abaissé à 90%, à compter du 1er mars 2025 pour les agents fonctionnaires et contractuels de droit public ;

Considérant qu'il relève de la compétence de l'assemblée délibérante de prévoir les modalités de maintien du régime indemnitaire en cas d'absence des agents publics ;

Considérant que, conformément au principe de parité, ces modalités ne peuvent être plus favorables que celles en vigueur au sein de la fonction publique d'Etat, il convient de modifier le paragraphe 1 (Bénéficiaires) ainsi que le paragraphe 3 (Modalités de versement de l'I.F.S.E) de la délibération n° 13/2017 du 3 mars 2017 susvisé ;

Après en avoir délibéré, le Conseil d'Administration :

- **Approuve** la modification du paragraphe 1 « Bénéficiaires » de la délibération n° 13/2017, afin d'actualiser les types de contrats concernés ;
- **Approuve** la modification du paragraphe 3 « Modalités de versement de l'I.F.S.E. » de la délibération n° 13/2017, afin de prévoir le maintien du régime indemnitaire à hauteur de 90 % dans les situations de congé de maladie ordinaire;
- **Abroge** les délibérations n° 02/2019 du 13 février 2019 et n° 28/2025 du 13 octobre 2025 relatives au maintien du régime indemnitaire en cas d'absence ;

courte durée prononcée d'office, de droit ou sur demande pour raisons familiales, d'un détachement pour l'accomplissement d'un stage ou d'une période de scolarité préalable à la titularisation dans un corps ou un cadre d'emplois de fonctionnaires ou pour suivre un cycle de préparation à un concours donnant accès à un corps ou un cadre d'emplois ou d'un congé régulièrement accordé en application du présent code ou de tout autre congé régulièrement octroyé en application des dispositions réglementaires applicables aux agents contractuels territoriaux,

- Pour faire face à une vacance temporaire d'emploi dans l'attente du recrutement d'un fonctionnaire territorial (VTE).

Article 2 : Le paragraphe 3 de la délibération n° 13/2017 du 3 mars 2017 susvisé est modifié comme suit :

3. Modalités de versement de l'I.F.S.E

L'I.F.S.E est versée mensuellement. Elle est proratisée dans les mêmes proportions que le traitement indiciaire notamment pour les agents à temps plein et temps non complet.

Le régime indemnitaire est maintenu dans les cas d'absence énumérés ci-après :

- Congés annuels et récupération,
- Congés de formation,
- Autorisations spéciales d'absence (syndicale, événement familial, etc.),
- Congés de maternité, paternité, d'adoption, examens obligatoires dans le cadre d'une maternité,
- Arrêt pour maladie ordinaire, accident de travail, accident de service, maladie professionnelle,
- Toute autre absence prévue par le statut (réserve de sécurité civile, jurés d'assise, etc.)

En cas d'arrêt pour maladie ordinaire, le régime indemnitaire suit le sort du traitement indiciaire de l'agent pour les agents fonctionnaires et contractuels de droit public.

En cas d'absence de congé de longue maladie, de longue durée, de grave maladie, d'absence de service fait, de suspension de fonction et d'exclusion temporaire de fonction, le régime indemnitaire cesse d'être versé.

Article 3 : Les autres dispositions de la délibération n° 13/2017 du 3 mars 2017 restent inchangées.

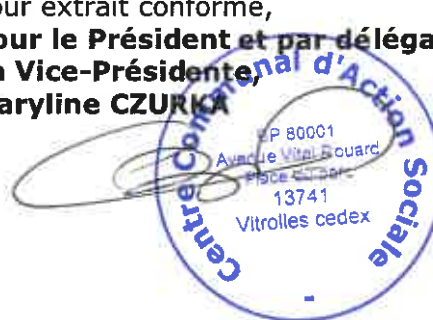
Article 4 : Les délibérations n° 02/2019 du 13 février 2019 et n° 28/2025 du 13 octobre 2025 sont abrogées.

Article 5 : Les dispositions de la présente délibération entrent en vigueur au 1er mars 2025, conformément aux dispositions prévues par le V de l'article 189 de la loi n° 2025-127 du 14 février 2025 de finances pour 2025.

- **Précise** que les crédits nécessaires sont prévus au budget du Centre Communal d'Action Sociale ;
- **Charge** Monsieur le Président ou Madame la Vice-Présidente de procéder à l'application de la présente délibération et de signer tout document nécessaire à son exécution.

La présente délibération est adoptée à l'unanimité des membres présents et représentés.

Pour extrait conforme,
Pour le Président et par délégation,
La Vice-Présidente,
Maryline CZURKA



Détail des modifications :

Article 1 : Le paragraphe 1 de la délibération n° 13/2017 du 3 mars 2017 susvisé est modifié comme suit :

1. Bénéficiaires

Bénéficient du régime indemnitaire tel que défini dans la présente délibération en annexe 1 mise à jour, les agents à temps complet, temps non complet et à temps partiel ci-dessous :

- Les fonctionnaires titulaires et stagiaires
- Les agents contractuels de droit public en Contrat à Durée Indéterminée
- Les agents contractuels de droit public en Contrat à Durée Déterminée recrutés sur les motifs définis dans le Code général de la fonction publique :
 - Lorsqu'il n'existe pas de cadre d'emplois de fonctionnaires territoriaux susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes,
 - Lorsque les besoins des services ou la nature des fonctions le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le présent code.

Bénéficient du régime indemnitaire tel que défini dans la présente délibération en annexe 2 mise à jour, les agents à temps complet, temps non complet et à temps partiel ci-dessous :

- Les agents contractuels de droit public recrutés sur les motifs définis dans le Code général de la fonction publique :
 - Un accroissement temporaire d'activité (ATA),
 - Pour répondre à des besoins temporaires pour assurer le remplacement d'agents publics territoriaux autorisés à exercer leurs fonctions à temps partiel, indisponibles en raison d'un détachement de courte durée, d'une disponibilité de